

[EXTRAIT]

Bienvenue au club du libre-échange

A la dernière réunion du G20, les chefs d'Etat appelèrent à mieux exposer les avantages du libre-échange à une opinion publique de plus en plus sceptique. Ravi de partager pour une fois l'avis des puissants de ce monde, j'ai contacté les équipes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), champion officiel de l'ouverture des échanges depuis sa création en 1995. Je leur ai proposé de suivre dans ses activités quotidiennes le directeur général, le Brésilien Roberto Azevêdo (dit « le DG »). Las ! il me fallut faire plusieurs mois de siège électronique et actionner toutes les ficelles que je pouvais tirer pour finalement passer deux journées à l'OMC – l'une à son siège de Genève, où je pus rencontrer la plupart des départements, l'autre à Berlin, où le DG était en déplacement pour la conférence du B20 (une déclinaison du G20 à laquelle participe le secteur privé).

En dépit des apparences, ces technocrates exemptés d'impôt ont toute leur place parmi les aventuriers de la liberté. Après tout, ils se noient dans les rapports les plus arides pour que nous puissions faire nos affaires en paix et consommer ce qu'il nous plaît. Ils connaissent bien davantage l'échec que le succès (la Chine a bloqué l'accord sur les biens environnementaux sur le point d'aboutir...). Il faut les considérer comme les « intendants » de nos intérêts et de nos plaisirs, pour reprendre l'expression de Benjamin Constant. J'ai rencontré des saints du libre-échange ayant consacré plusieurs dizaines d'années de leur vie à se battre pour la suppression des subventions aux exportations agricoles, finalement obtenue à la conférence de Nairobi en 2015 ; il fallut en passer par rien de moins qu'une réforme de la PAC...

Roberto Azevêdo incarne à lui seul cette méticulosité besogneuse. Dans son bureau d'une sobriété suisse, où ne dépasse qu'une orchidée en pot, les feutres sont au garde-à-vous sur le sous-main en cuir, prêts à souligner le prochain discours. Ingénieur de formation, le DG ne croit que dans le détail technique, la discussion de fond, le travail et encore le travail. A Berlin, il refuse de répondre à une question sur les flux de data en s'excusant de son « manque d'expertise ». En visite dans une usine Rolls-Royce de moteurs d'avion, il s'intéresse au fonctionnement de l'imprimante 3D. Et, à Genève, il préside d'interminables réunions sur, par exemple, les quotas de pêche. Autant dire qu'il ne témoigne guère d'intérêt pour son compte Twitter, que son directeur de la communication gère tant bien que mal. A l'ère des jugements définitifs en 140 signes, comment ne pas admirer ce goût de la complexité ? Dans les négociations commerciales, si la solution semble simple, c'est que la question est mal posée... La proverbiale lenteur de l'OMC est le gage de son efficacité. Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage.

« On est en off, là ? me demande le DG dès ma première question. Sinon, je vais vous servir le discours institutionnel. » Tous mes entretiens se déroulèrent suivant cette règle, ce qui explique le peu de citations dans ce texte, où je reprends sous ma plume le matériau qui m'a été confié par les divers acteurs de l'OMC. C'est le cœur du paradoxe : pour que le libre-échange progresse, il faut respecter la confidentialité des négociations, qui elle-même nourrit la défiance...

Nous nous trouvons non loin de la Potsdamer Platz, qui sépara pendant des décennies l'URSS du monde libre. Dans la salle du B20 à moitié vide, tout le monde est acquis au libre-échange et s'effraie de la résurgence idéologique des frontières, aux Etats-Unis bien sûr, mais aussi en France, où une majorité de la population se dit favorable au protectionnisme. « Tout le monde », c'est la technocratie internationale héritière de Bretton Woods : FMI, Banque mondiale, OCDE... Roberto Azevêdo y va de son couplet, prêchant avec la conviction des convaincus : le libre-échange est un jeu à somme positive (par exemple, 21 % des emplois français sont liés à l'exportation) ; il tire des continents entiers hors de la pauvreté ; il entraîne des baisses de prix avant tout à l'avantage des plus modestes (on estime que leur pouvoir d'achat baisserait de 60 % si le commerce s'arrêtait) ; il favorise les PME, pour qui les coûts fixes à l'export peuvent être rédhibitoires ; quant aux pertes d'emploi, elles sont causées à 80 % par l'automatisation en cours, le commerce international ne jouant tout au plus qu'un rôle d'accélérateur. Bref, il n'y a aucune raison de remettre en question le système libéral conçu après la Seconde Guerre mondiale. « Si l'OMC n'existait pas, il faudrait l'inventer », conclut le DG. Et l'objectif, pour la prochaine réunion ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, en décembre, reste de « réaffirmer » la valeur du libre-échange et des institutions qui le défendent.

Permettez-moi de poser la question la plus provocatrice, à l'ère des populismes : et si cette élite-mondialisée-hors-sol avait raison ? Le libre-échange a beau faire l'objet d'attaques politiques, il n'est pas sérieusement contesté sur le plan intellectuel. La démonstration des avantages comparatifs élaborée au tournant du XIXe siècle par David Ricardo, concluant que chaque pays a...